



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE  
L'Agence Comptable Centrale du Trésor



**EDITION 2006**

*Cette plaquette est un document de synthèse qui présente, dans une stricte optique de trésorerie, les mouvements financiers réalisés par la France au titre de sa participation à l'Union européenne.*

*Elle a pour objectif d'établir, en début d'année, une récapitulation des flux financiers entre la France et l'Union européenne.*

*Elle est élaborée par l'ACCT en liaison et pour le compte de la Direction Générale de la Comptabilité Publique pour la treizième année consécutive. Les chiffres proviennent des données brutes issues, avant arrêté définitif des comptes, des informations centralisées par le réseau du Trésor Public et exploitées à l'Agence Comptable Centrale du Trésor.*

*Le document évolue chaque année pour tenir compte des évolutions réglementaires, des innovations de procédures, des changements intervenus par le rôle des acteurs et pour améliorer la lisibilité et la pertinence des informations proposées.*

*Paris,*



# SOMMAIRE

- ★ **LES RELATIONS FINANCIERES FRANCO-EUROPÉENNES..... 3**
- ★ **LES VERSEMENTS DE LA FRANCE A L'UNION EUROPEENNE :**  
**deux catégories de ressources pour l'Union européenne..... 9**
- ★ **LES VERSEMENTS REÇUS DE L'UNION EUROPEENNE :**  
**les retours communautaires..... 14**
- ★ **LE BILAN DES FLUX FINANCIERS FRANCO-EUROPÉENS.....23**

L'Agence Comptable Centrale du Trésor tient le compte de la Commission européenne en euros depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 1999.

\*\*\*\*\*

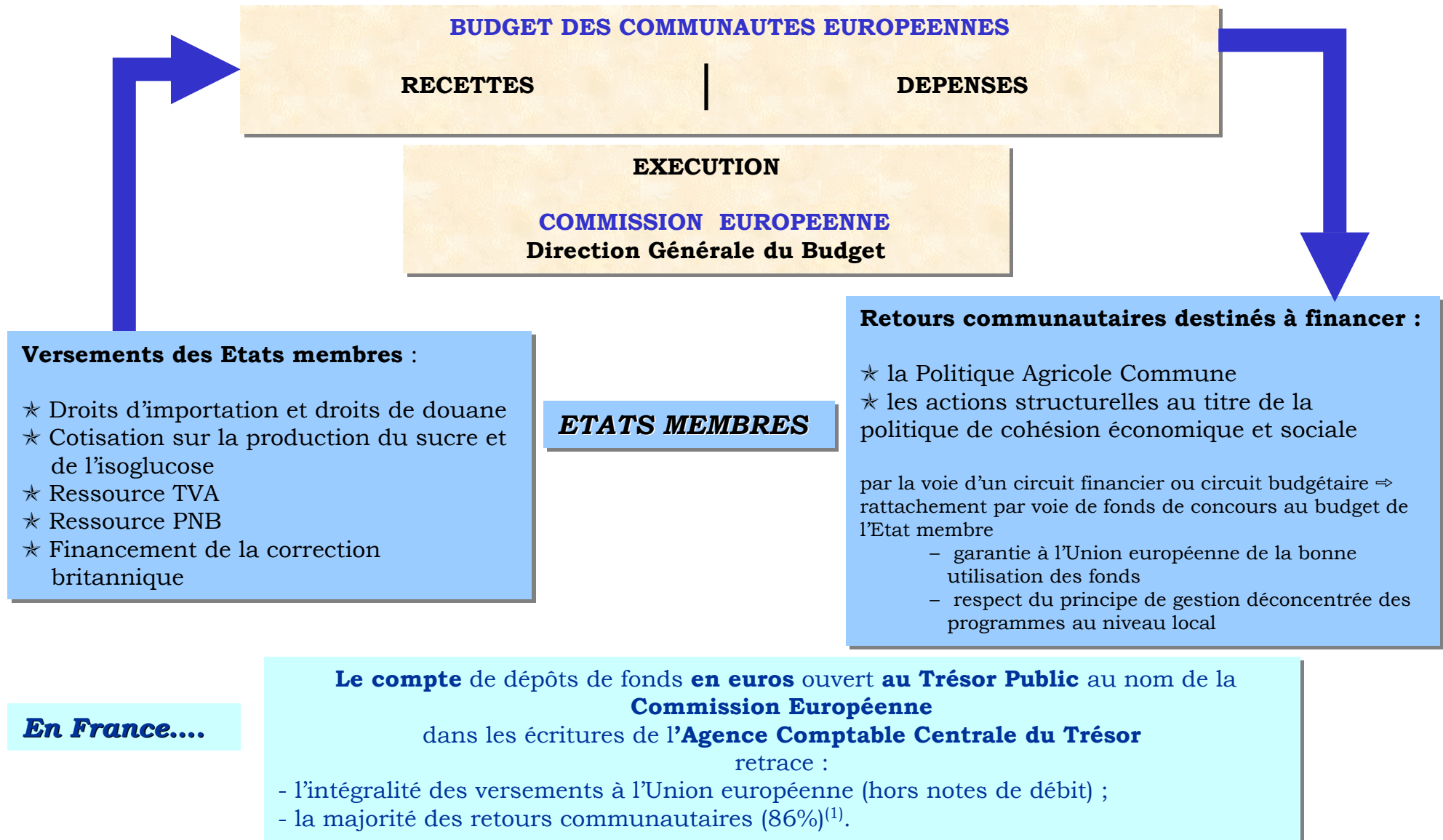
**Toutes les données financières sont présentées en millions d'euros.**

# LES RELATIONS FINANCIERES FRANCO-EUROPÉENNES

*- Description -*

- ★ **ARCHITECTURE DU SYSTEME FINANCIER**
  - ★ **LES VERSEMENTS AU BUDGET EUROPEEN**
    - ★ **LES RETOURS COMMUNAUTAIRES AUX ETATS MEMBRES**

## Architecture du système financier...



<sup>(1)</sup> Certains programmes spécialisés donnent lieu à des versements directs au profit des bénéficiaires (établissements publics, collectivités locales).

## Les versements de la France au budget européen...

### Deux catégories de ressources propres (décision 597/2000)\* pour l'Union européenne

#### 1ère catégorie

#### Direction Générale Des Douanes et Des Droits Indirects

recouvre :

- ★ **Droits d'importation**
- ★ **Droits de douane** relevant du secteur agricole
- ★ **Cotisation sur la production du sucre et de l'isoglucose**

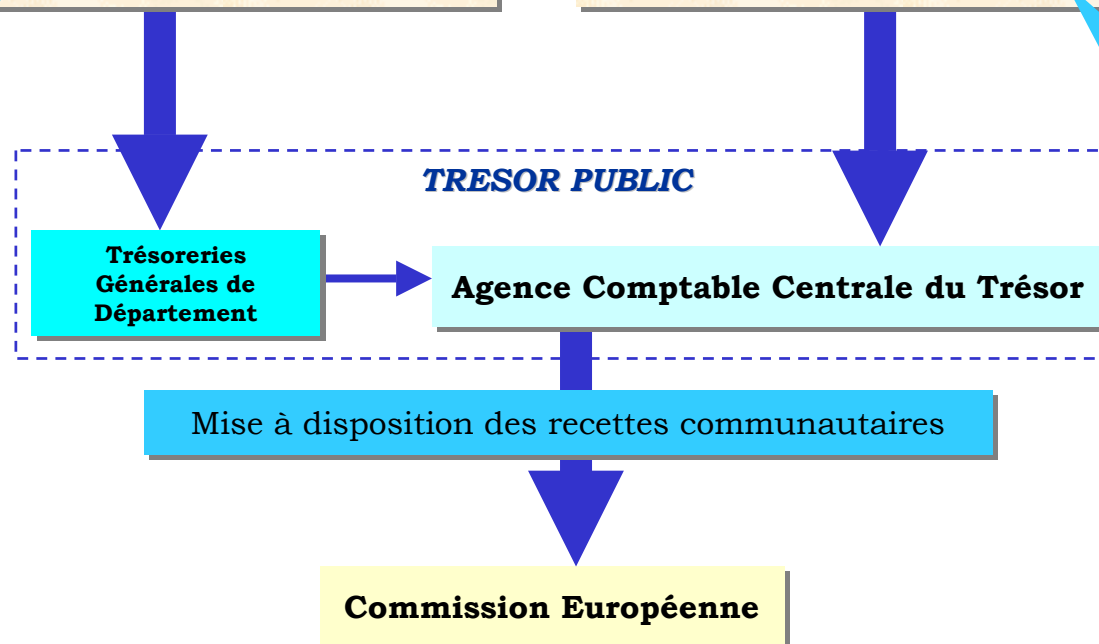
#### 2ème catégorie

#### Direction Du Budget

liquide les prélèvements à partir des montants appelés par la Commission européenne :

- ★ **TVA**
- ★ **PNB**
- ★ **Financement de la correction britannique**

droits effectivement perçus par les Etats membres et reversés à l'Union européenne avec un décalage de deux mois, après déduction des frais de perception.



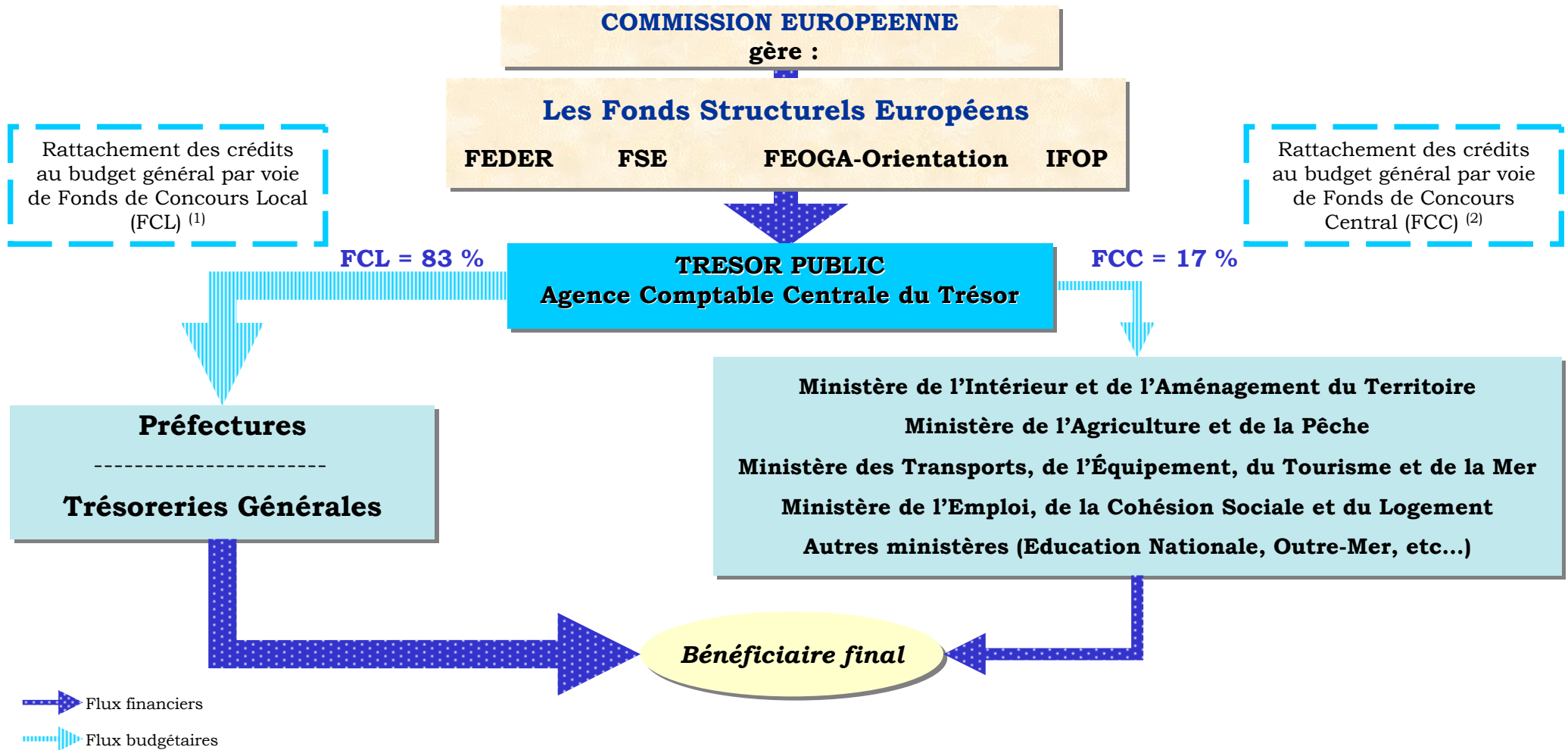
versement d'acomptes mensuels égaux au douzième des sommes inscrites à ce titre dans le budget de l'exercice, avec une régularisation annuelle.

Les versements de la France au profit de l'Union européenne sont effectués en application du règlement n°1150/2000, modifié par le règlement n°2028/2004 du Conseil du 16/11/2004.

\* depuis 2002, cette décision a abrogé la décision 728/94 du Conseil du 31 octobre 1994. L'économie générale du système n'est pas modifiée.



## Les retours communautaires : Les Fonds Structurels



<sup>(1)</sup> Afin d'accélérer la mise à disposition des fonds auprès du bénéficiaire final (objectif de mise à disposition des fonds au niveau local = 5 jours), la procédure de rattachement des crédits au budget de l'Etat par voie de fonds de concours a été modifiée.

➡ depuis le 1er janvier 2003, l'ACCT transfère les fonds versés par la Commission européenne à la trésorerie générale de région qui informe le préfet de région, afin de rattacher les crédits au budget de l'Etat par voie de Fonds de Concours Local (FCL) et de les ouvrir.

➡ ➡ ➡ ➡ disparition de l'étape de rattachement de crédits au niveau central et de délégation de crédits des ministères vers le niveau local.

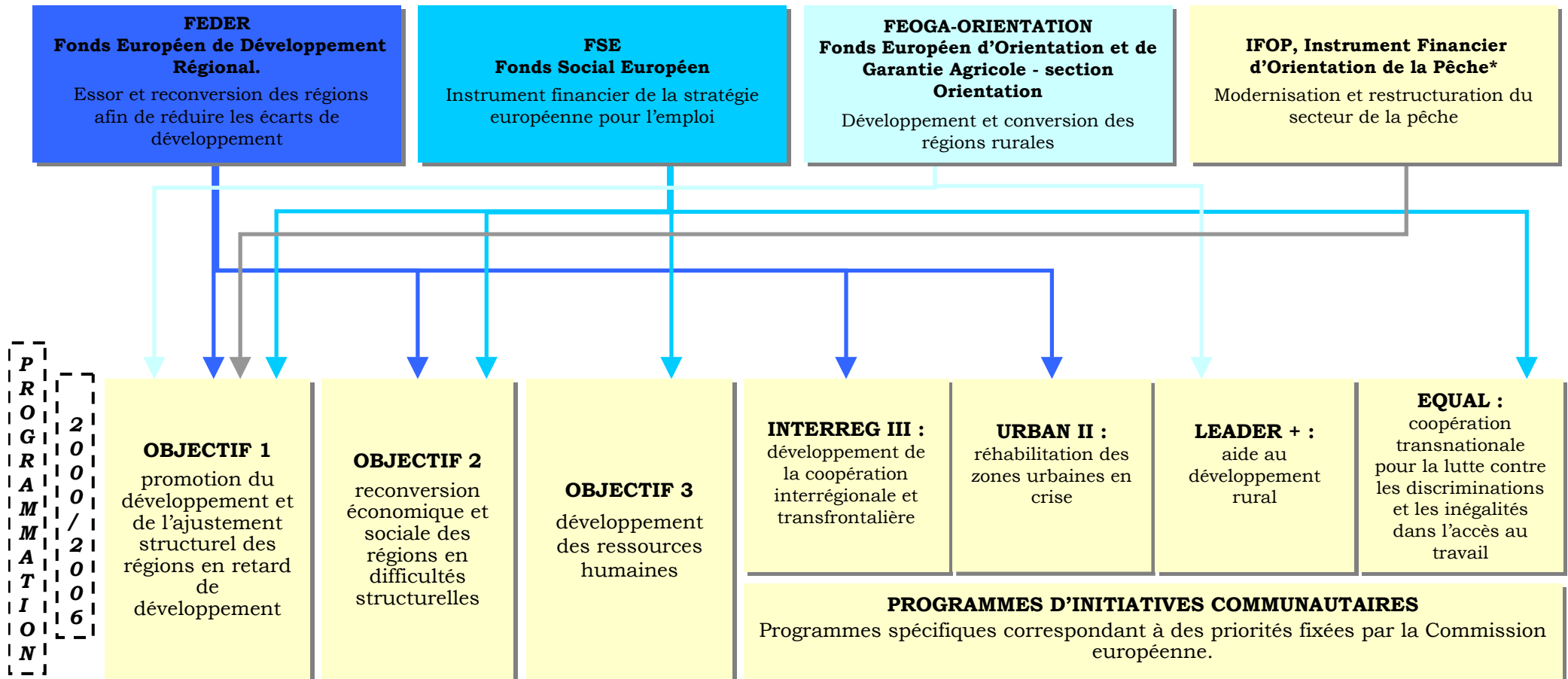
<sup>(2)</sup> La procédure des Fonds de Concours Centraux (FCC) est conservée pour les opérations suivantes = Programmes nationaux, Assistance technique et opérations dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Etat.

## Les retours communautaires : Les Fonds Structurels (la politique de cohésion économique et sociale)

Instruments financiers du développement des régions en difficulté ou en reconversion afin d'assurer la cohésion économique et sociale au sein de l'Europe.

Règlementation européenne en vigueur : règlements n° 1260/99 modifié.

Cette politique est mise en œuvre au travers de quatre fonds :



Les aides sont programmées sur une période de sept ans et viennent en complément des aides nationales, régionales et locales. Les actions sont menées en partenariat entre l'Union européenne, les Etats membres, les collectivités locales et les acteurs du développement local.

**Les fonds structurels européens contribuent à la réalisation d'objectifs et de programmes**

\*L'IFOP contribue également à la réalisation du "programme national pêche" hors objectif 1.

# LES VERSEMENTS DE LA FRANCE A L'UNION EUROPEENNE

- Deux catégories de ressources propres pour l'Union européenne -

<b>Montants Nets Versés</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
<b>Ressources sur droits effectivement perçus par les États membres</b> (droits de douanes et cotisation sucre)	949	1 041	1 134	1 337
<b>Ressources sur droits liquidés par les États membres</b> (ressource TVA, ressource PNB* et financement de la correction britannique)	13 227	14 948	13 964	16 218
<b>En millions d'euros</b>	<b>14 176</b>	<b>15 989</b>	<b>15 098</b>	<b>17 555</b>

Source ACCT

+ 12,8%

- 5,6%

+ 16,3%

\* Le montant des versements effectués au titre du Fonds de Garantie aux Actions Extérieures (F.G.A.E = 22,4 millions d'euros en 2005) est inclus dans le montant de la ressource PNB.

## 1ère catégorie de ressources

### Les ressources sur droits effectivement perçus par les Etats membres...

★ Les versements au titre des **droits de douane** et des **prélèvements agricoles** : ils interviennent le premier jour ouvrable après le 19 du deuxième mois qui suit celui de leur constatation. Une déduction est opérée au titre des frais de perception.

★ La cotisation sucre assise sur la **production du sucre** et de **l'isoglucose** : l'acompte est versé en juin, le solde, en décembre.

	2002	2003	2004	2005
<b>Ressources douanières</b>	1 310	1 257	1 341	1 523
<b>Cotisation sur la production du sucre et de l'isoglucose</b>	234	131	171	260
<b>TOTAL BRUT</b>	1 544	1 388	1 512	1 783
Frais de perception*	595	347	378	446
<b>TOTAL NET</b>	949	1 041	1 134	1 337
		+ 9,7 %	+ 8,9 %	+ 17,9%

Source ACCT

\* Frais d'assiette et de perception = 25%

## 2ème catégorie de ressources

### Les ressources sur droits liquidés par les Etats membres...

★ L'une assise sur la taxe sur la valeur ajoutée ( **TVA** ) mise à disposition le premier jour ouvrable de chaque mois ; elle correspond à l'application d'un taux uniforme d'appel aux assiettes TVA nationales.

★ L'autre assise sur le produit national brut ( **PNB** ) également versée le premier jour ouvrable de chaque mois : il s'agit de la ressource d'ajustement dont le taux d'appel est fixé afin d'équilibrer les recettes et les dépenses du budget communautaire.

Ressources	2002	2003	2004	2005
★ TVA	4 012	3 684	2 234	2 655
★ Financement de la correction britannique <sup>1</sup>	1 521	1 642	1 495	1 430
★ PNB	7 694	9 622	10 235	12 133
<b>TOTAL</b>	<b>13 227</b>	<b>14 948</b>	<b>13 964</b>	<b>16 218</b>

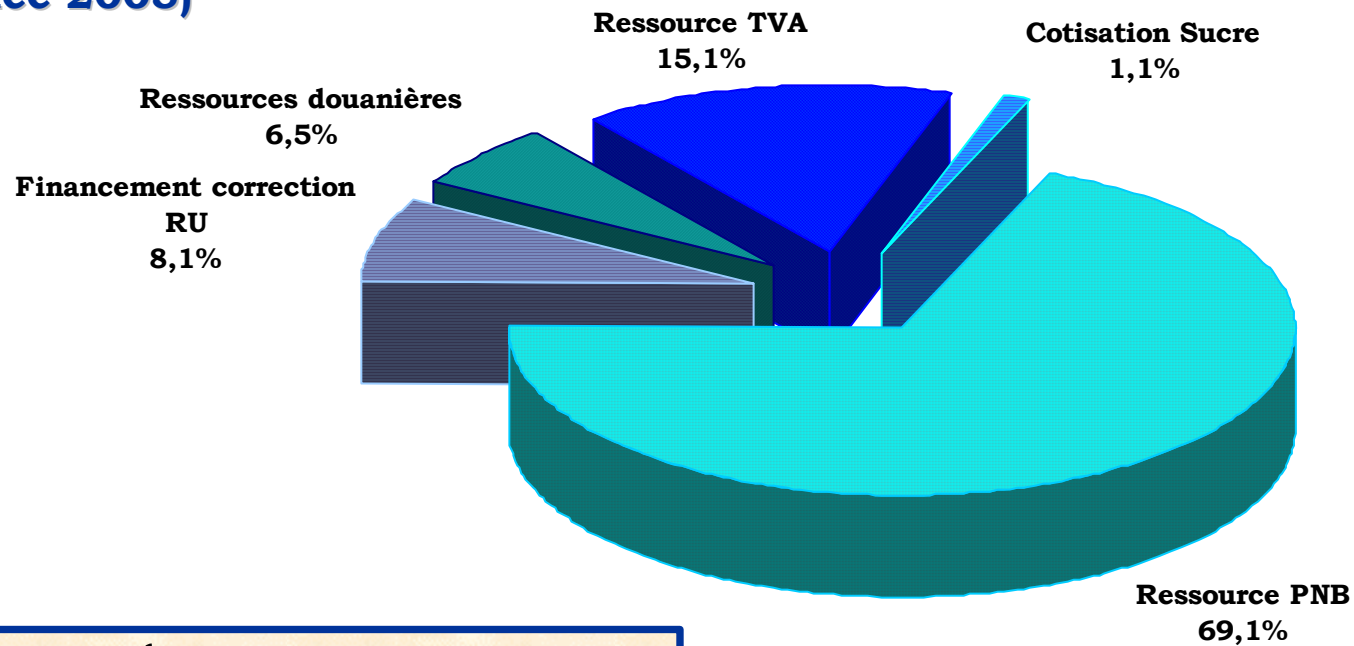
+ 13,0 %      - 6,6 %      + 16,1 %

Source ACCT

(1) versement, en faveur du Royaume-Uni, afin de corriger les déséquilibres budgétaires, défini dans la décision 376/88/CEE, Euratom et confirmée par les décisions 728/94, Euratom et 597/200/CE, Euratom.

## Comment se répartissent les 17,6 milliards d'euros versés par la France à l'Union européenne ?

(Année 2005)



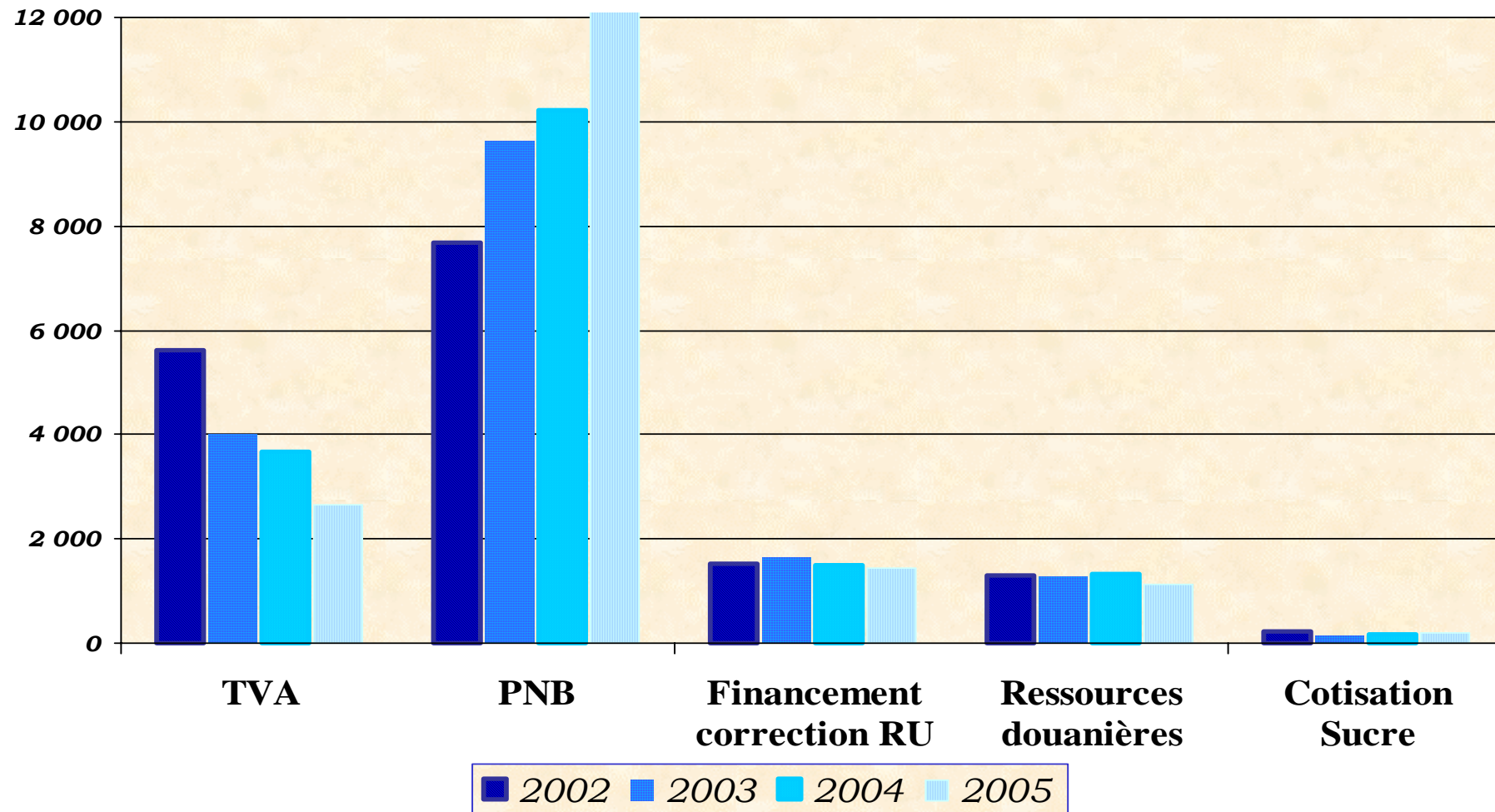
Catégorie 2	{	TVA	2 655
		PNB	12 133
		Financement Correction RU	1 430
Catégorie 1	{	Ressources douanières	1 142*
		Cotisation sucre	195*
		<b>TOTAL</b>	<b>17 555</b>

<b>1ère catégorie de ressources</b>	<b>7,6 %</b>
<b>2ème catégorie de ressources</b>	<b>92,4 %</b>

\*montants nets, compte tenu de la déduction au titre des frais de perception.

## Comment évoluent les versements de la France au budget européen ?

en millions d'euros



## LES VERSEMENTS REÇUS DE L'UNION EUROPEENNE

### - Les retours communautaires -

<i>Montants reçus</i>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
<b>FEOGA-Garantie</b>	9 752	10 419	9 389	9 969
<b>Fonds structurels européens</b>	1 051	1 939	2 353 <sup>1</sup>	2 207 <sup>1</sup>
<b>Autres<sup>2</sup></b>	285	252	351	380
<b>En millions d'euros</b>	<b>11 088</b>	<b>12 610</b>	<b>12 093</b>	<b>12 556</b>

Source ACCT

+ 13,7%

- 4,1%

+ 3,8 %

<sup>1</sup> montant tenant compte des notes de débit payées par l'ACCT (voir p. 19).

<sup>2</sup> versements reçus au titre de projets suivis par des ministères et des établissements publics.

## **LE FEOGA-Garantie : gestion de la trésorerie**

En application du règlement de la Commission européenne n°296/96 du 16 février 1996, la Commission européenne, sur la base des données qui lui sont communiquées, rembourse aux Etats membres les dépenses que ceux-ci ont effectuées.

Ce remboursement intervenant le troisième jour ouvrable du deuxième mois qui suit celui du paiement de l'aide, l'Etat membre doit s'organiser pour préfinancer les paiements aux bénéficiaires.

Lorsque les paiements d'un mois sont supérieurs aux remboursements, il est nécessaire de recourir au préfinancement national des dépenses exécutées par les organismes payeurs.

Les dépenses communautaires agricoles sont inégalement réparties sur l'exercice budgétaire, plus de 70% étant payées au cours du dernier trimestre de l'année civile, notamment en raison du paiement des aides compensatoires à la surface en décembre (aides aux céréales, aux oléagineux, protéagineux et à la jachère industrielle).

Pendant cette période, un fort déficit de trésorerie doit être financé pour faire face aux dépenses. Le préfinancement provient d'une avance du Trésor.

	2002	2003	2004	2005
<b>★ FEOGA-Garantie<sup>1</sup></b>	9 752	10 419	9 389	9 969
		+ 6,8 %	- 9,9 %	+ 6,2 %

Source ACCT

<sup>1</sup> Remboursements de la Commission en année N au titre des dépenses payées lors de l'exercice financier du FEOGA-Garantie (16/10/N-1 - 15/10/N).

## Répartition des circuits de versement du FEOGA-Garantie<sup>1</sup>

### Le FEOGA-Garantie

(y compris le préfinancement national par recours à l'avance du Trésor)

Organismes payeurs	2002	2003	2004	2005
★ <b>ONIC</b> - Office national interprofessionnel des céréales	4 461	4 625	4 495 <sup>2</sup>	4 461 <sup>2</sup>
★ <b>ONIOL</b> - Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles	928	988	987	953
★ <b>ONILAIT</b> - Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers	578	604	485	309
★ <b>OFIVAL</b> - Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture	1 770	2 171	2 236	2 814
★ <b>FIRS</b> - Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre	426	279	263	342
★ <b>ONIFLHOR</b> - Office national interprofessionnel des fruits, légumes et de l'horticulture	259	267	279	273
★ <b>CNASEA</b> - Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles	687	759	798	840
★ <b>ODEADOM</b> - Office de développement de l'économie agricole dans les DOM	117	135	145	118
★ <b>ONIVINS</b> - Office national interprofessionnel des vins	335	280	258	303
★ <b>OFIMER</b> - Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture	8	8	10	10
★ <b>SDE</b> - Services déconcentrés Agriculture / Trésor public <sup>3</sup>	373	13	2	0
<b>TOTAL</b>	<b>9 942</b>	<b>10 129</b>	<b>9 958</b>	<b>10 423</b>

+ 1,9 %      -1,7 %      + 4,7 %

Source ACCT

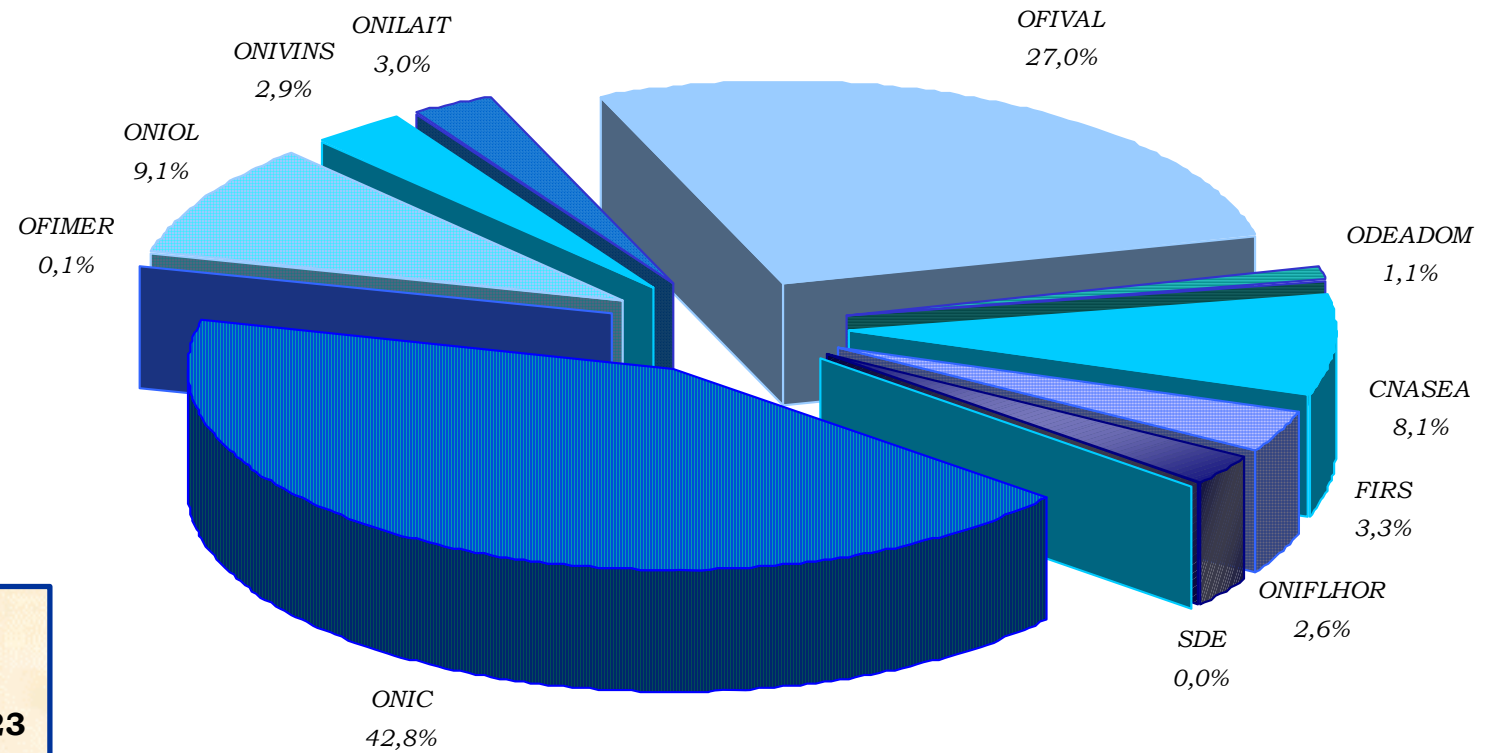
<sup>1</sup> Au cours de l'année civile.

<sup>2</sup> Y compris les crédits modulation pour financer la Prime Herbagère Agri-Environnementale (PHAE).

<sup>3</sup> Suite au transfert du paiement de la Prime au Maintien du Troupeau de Vaches Allaitantes (PMTVA) vers l'OFIVAL en 2002, des aides au transport et à la transformation de la canne à sucre vers l'ODEADOM en 2003 et la sortie des aides ESB du FEOGA-Garantie au 1er janvier 2005, les SDE ont cessé leur fonction d'organisme payeur du FEOGA-Garantie au 15/10/2005.

**Les versements reçus de l'Union européenne  
Le FEOGA-Garantie**

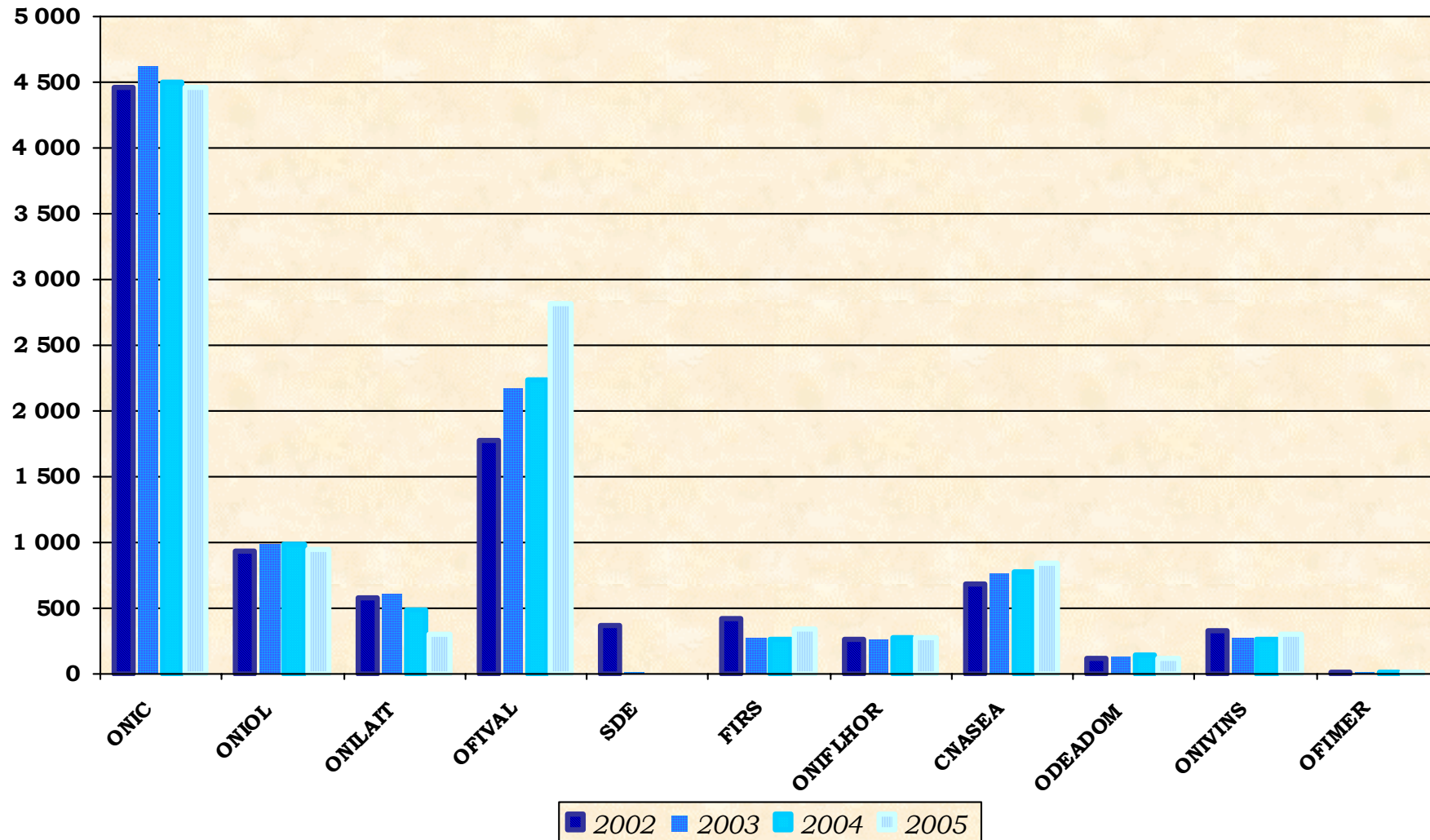
**Comment se répartissent les fonds versés aux organismes payeurs pour le paiement des aides au cours de l'année civile 2005 ?**



**MONTANT TOTAL : 10 423**

## Comment évolue la répartition des versements par organisme payeur ?

En millions d'euros



Les fonds structurels européens

Actions		Ministères intéressés	2002	2003	2004	2005
<b>FEDER</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>★ Cofinancement d'infrastructures permettant la création ou le maintien d'emplois durables</li> <li>★ Promotion de la recherche, de l'innovation et du développement technologique ...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>★ Intérieur, Aménagement du Territoire<sup>(1)</sup></li> <li>★ Équipement, Transports, Tourisme et Mer<sup>(2)</sup></li> <li>★ Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche<sup>(2)</sup></li> <li>★ Culture et Communication<sup>(2)</sup></li> <li>★ Écologie et Développement durable<sup>(2)</sup></li> <li>★ Autres ministères (Outre-mer, Finances, Agriculture, ...)</li> </ul>	<b>496</b>	FCL = 1 165 FCC = 114 <b>1 279</b>	FCL = 1 267 FCC = 120 <b>1 387</b>	FCL = 1 116 FCC = 92 <b>1 208</b>
<b>FSE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>★ Soutien des mesures de prévention et de lutte contre le chômage</li> <li>★ Amélioration de la formation professionnelle afin de favoriser l'adaptation des travailleurs aux mutations industrielles et technologiques</li> <li>★ Égalité d'accès au marché du travail ...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>★ Emploi, Cohésion Sociale et Logement<sup>(1)</sup></li> </ul>	<b>433</b>	FCL = 432 FCC = 109 <b>541</b>	FCL = 687 FCC = 152 <b>839</b>	FCL = 671 FCC = 106 <b>777</b>
<b>FEOGA-Orientation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>★ Amélioration des infrastructures et protection de l'environnement et du patrimoine rural</li> <li>★ Promotion des produits agricoles et agro-alimentaires ...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>★ Agriculture et Pêche <sup>(1)</sup></li> </ul>	<b>116</b>	FCL = 91 FCC = 1 <b>92</b>	FCL = 83 FCC = 10 <b>93</b>	FCL = 104 FCC = 176 <b>280</b>
<b>IFOP</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>★ Aide à la modernisation de la flotte et des équipements portuaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>★ Agriculture et Pêche <sup>(1)</sup></li> </ul>	<b>6</b>	FCL = 18 FCC = 9 <b>27</b>	FCL = 43 FCC = 12 <b>55</b>	FCL = 33 FCC = 12 <b>45</b>
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>1 051</b>	<b>1 939</b>	<b>2 374</b>	<b>2 310</b>
<b>Notes de débit :</b> reversements de trop-perçus relatifs à la programmation 1994/1999 (payées par l'ACCT uniquement)					<b>-21<sup>3</sup></b>	<b>-103<sup>3</sup></b>
<b>TOTAL</b>			<b>1 051</b>	<b>1 939</b>	<b>2 353</b>	<b>2 207</b>

+84,5 %

+ 21,4 %

- 6,2 %

Rappel : FCL = Fonds de concours local / FCC = Fonds de concours central

<sup>(1)</sup> Ministère gestionnaire et bénéficiaire

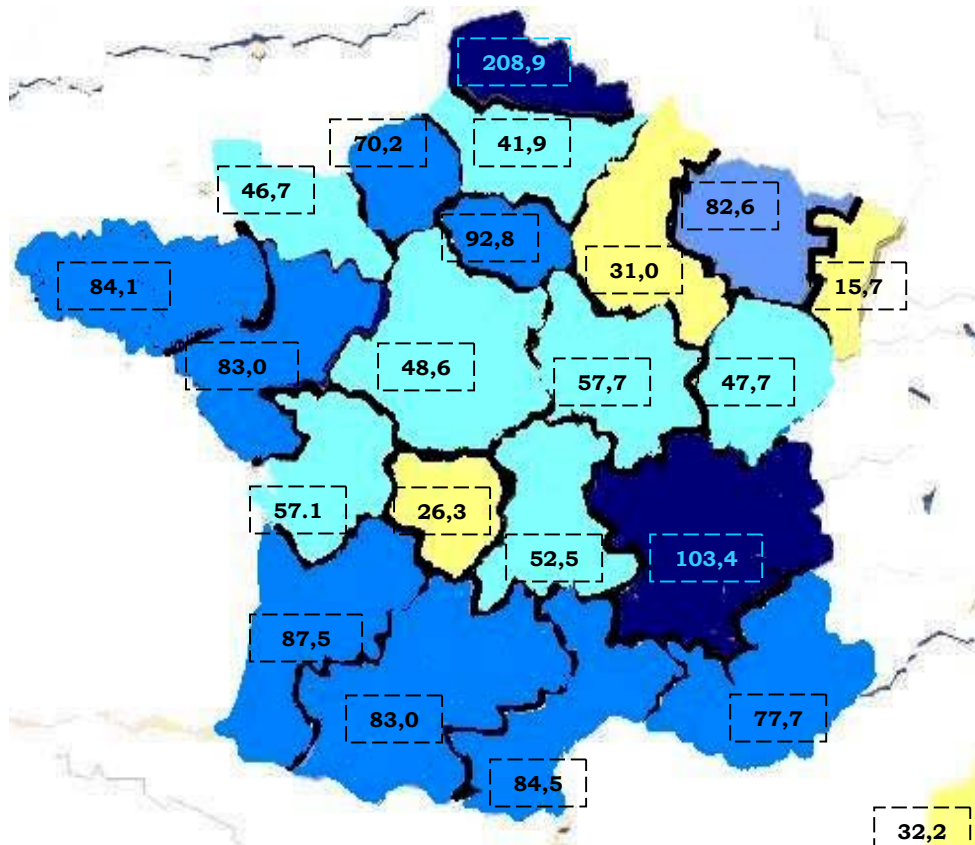
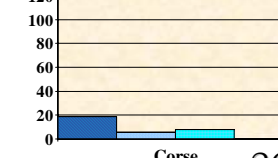
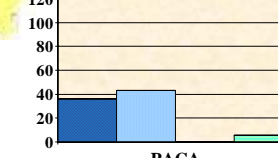
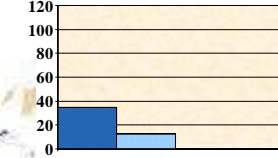
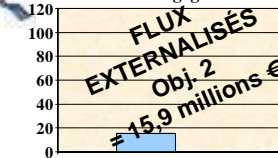
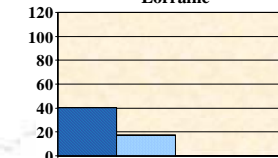
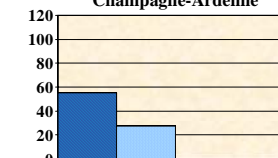
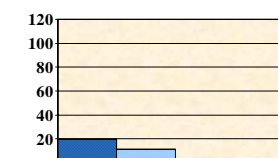
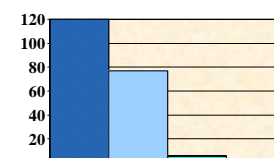
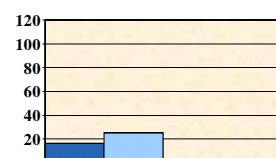
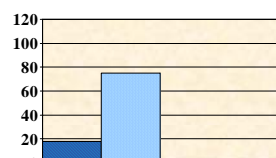
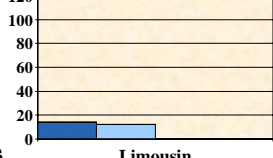
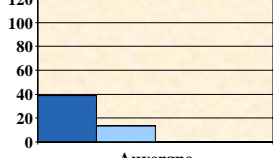
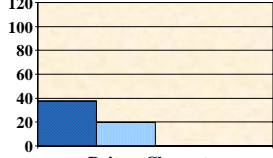
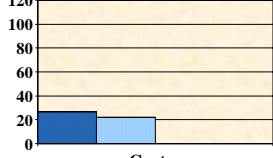
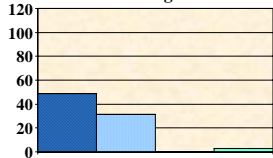
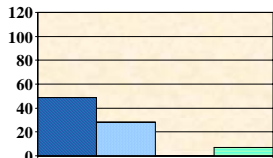
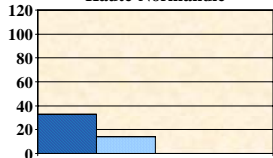
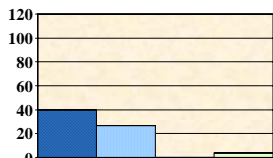
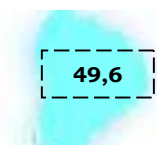
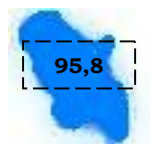
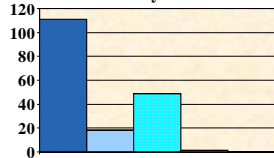
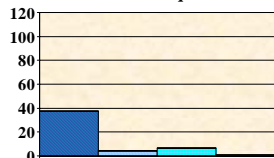
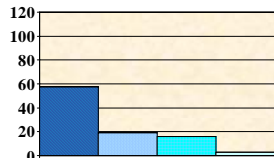
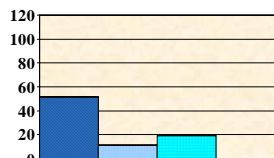
<sup>(2)</sup> Ministère bénéficiaire uniquement

<sup>(3)</sup> Non compris les notes de débit directement compensées par la Commission Européenne

# Les fonds de concours locaux : répartition par fonds et par région

## Versements CE en remboursement des dépenses réalisées

Source ACCT



Légende cartes : (en millions d'euros).

- > 100 millions euros
- Entre 70 et 100 millions euros
- entre 40 et 70 millions euros
- < 40 millions euros

### Légende graphiques :

- FEDER
- FSE
- FEOGA-Orientation
- IFOP

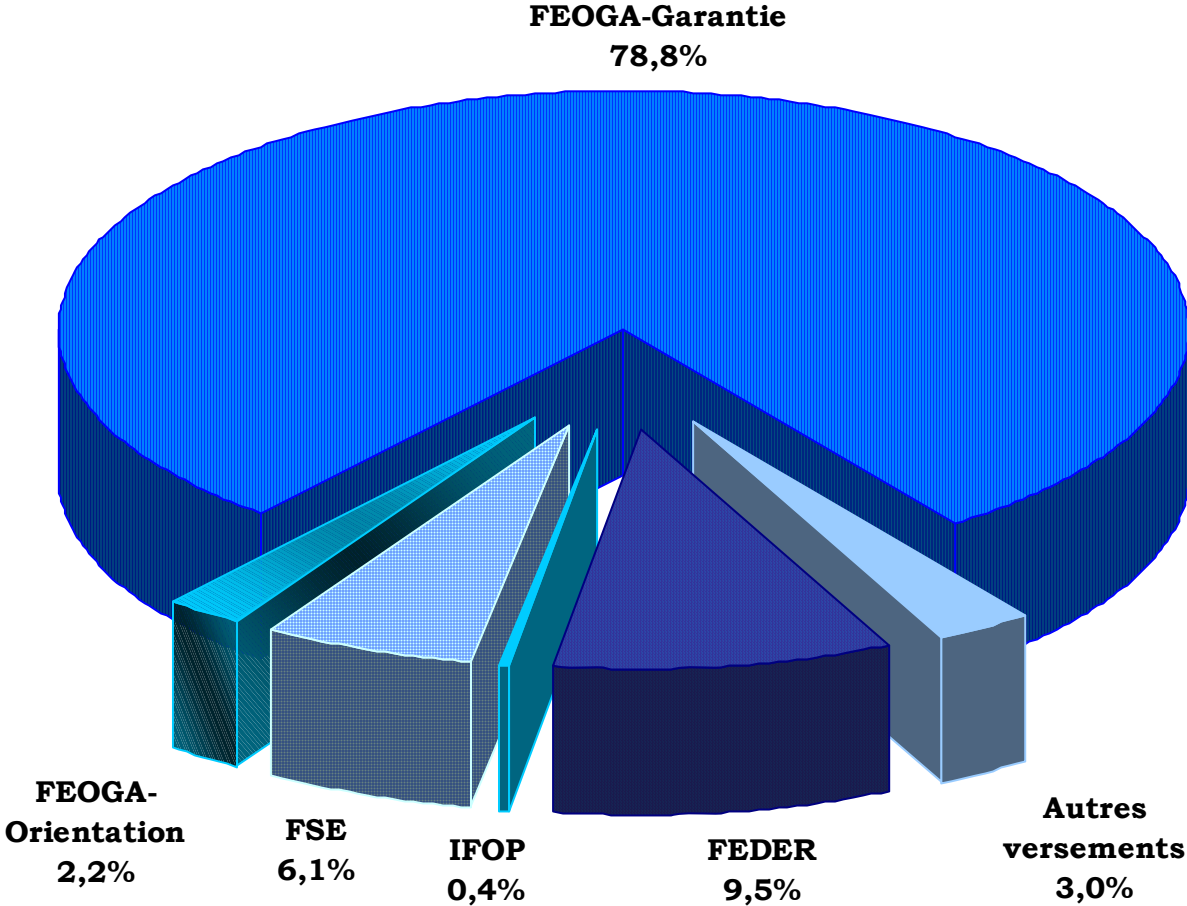
Axe des ordonnées = en millions d'euros

FLUX EXTERNALISÉS  
Obj. 2  
= 15,9 millions €

En résumé...

Comment se répartissent les 12,6 milliards d'euros reçus de l'Union européenne ?  
(année 2005)

FEOGA-Garantie	9 969
FEDER	1 208
FSE	777
FEOGA-Orientation	280
IFOP	45
Autres versements	380
<b>TOTAL</b>	<b>12 659*</b>

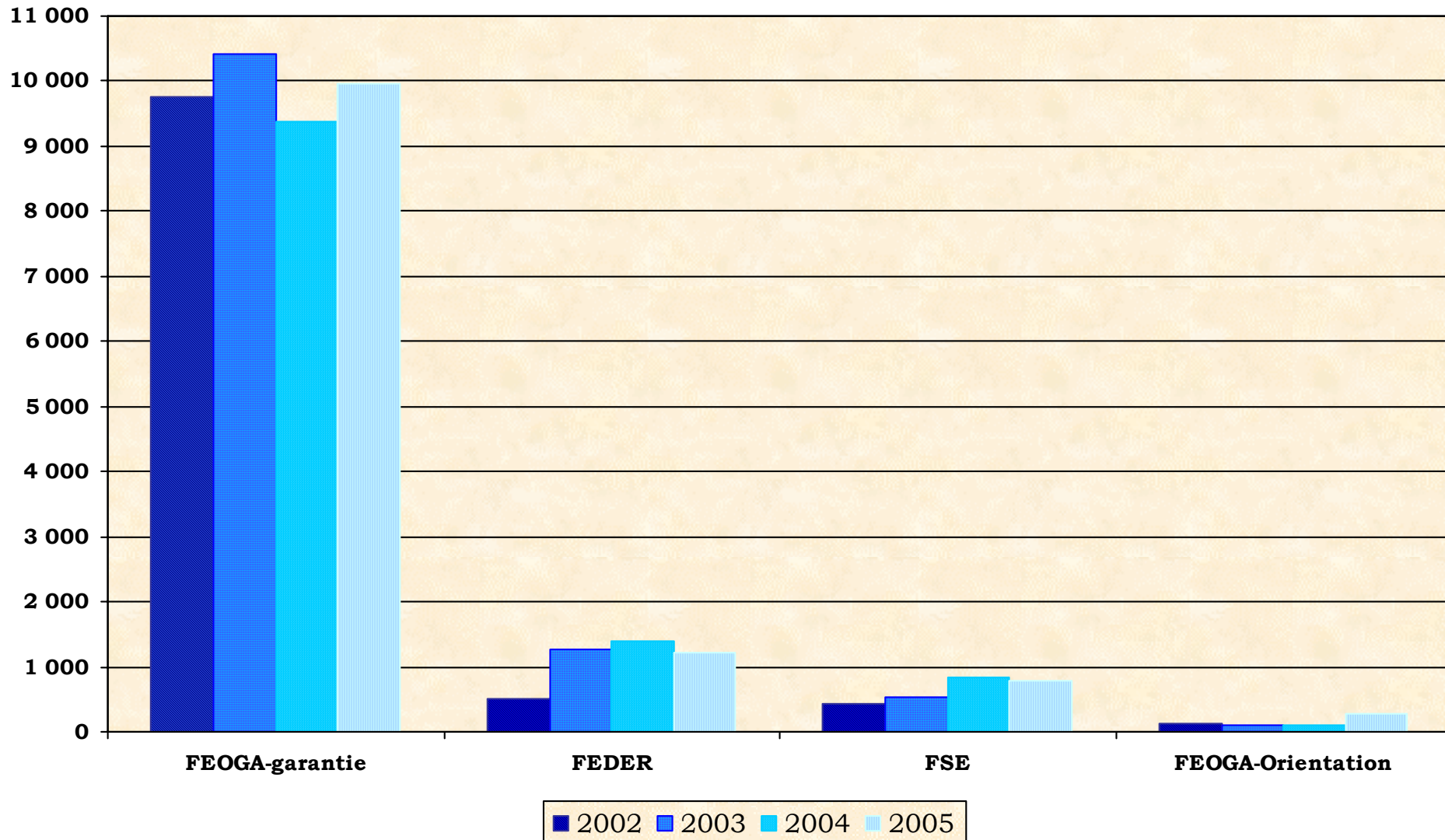


\* hors notes de débit

## En résumé...

### Comment évoluent les retours communautaires\* ?

Millions d'euros



\*hors IFOP et divers versements

## VERSEMENTS AU BUDGET EUROPEEN ET RETOURS COMMUNAUTAIRES : COMMENT S'ARTICULENT LES FLUX ?

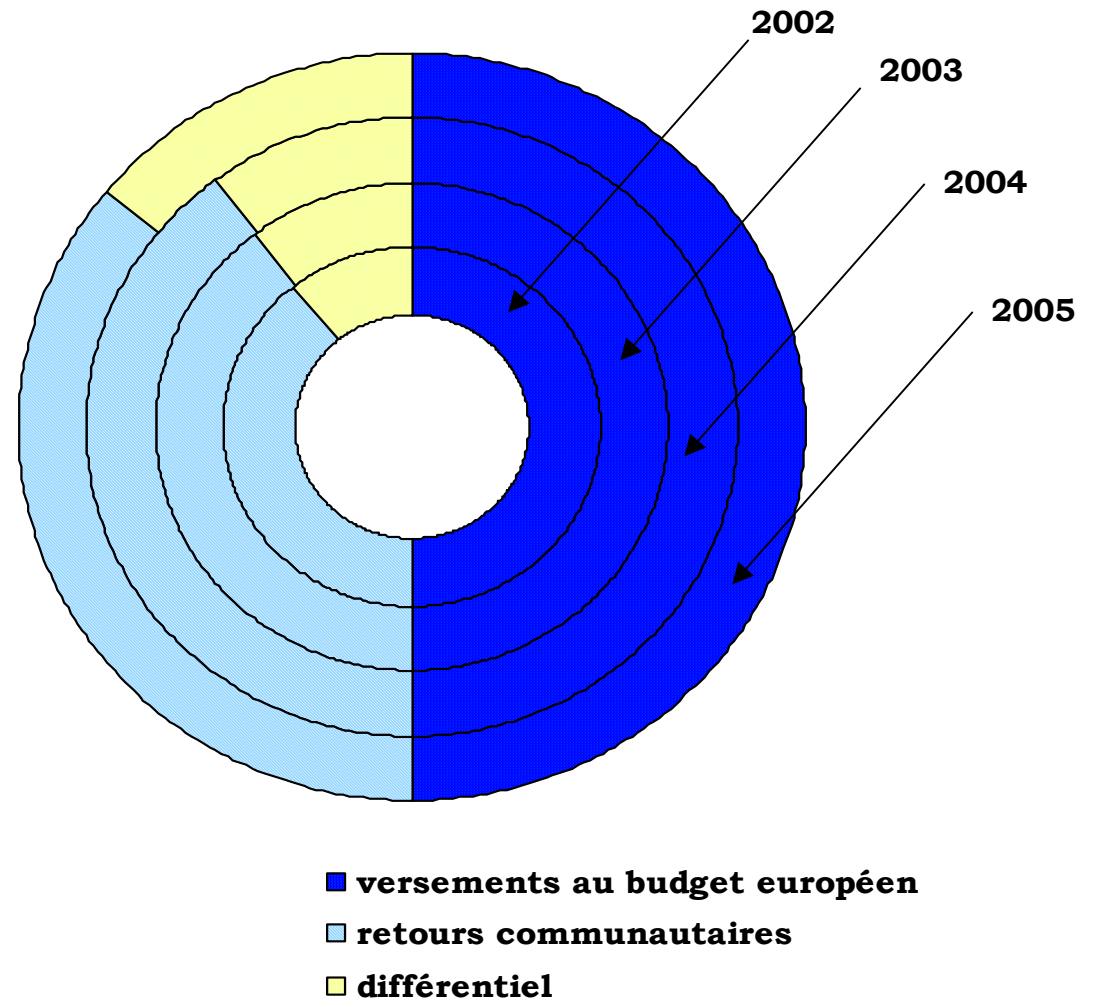
<b>Les Flux européens</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
<b>Les versements au budget européen<sup>1</sup></b>	14 176	15 989	15 098	17 555
<b>Les retours communautaires<sup>2</sup></b>	11 088	12 610	12 093	12 556
<b>Le différentiel</b>	<b>3 088</b>	<b>3 379</b>	<b>3 005</b>	<b>4 999</b>

Source ACCT

<sup>1</sup> déduction faite des frais d'assiette et de perception.

<sup>2</sup> seulement ceux transitant par le circuit «Etat»

## Les flux financiers franco-européens depuis 2002...



**Versements au budget européen  
et retours communautaires :  
le différentiel\***

( en millions d'euros et en % du montant des versements de la France au budget européen )

★ 2002 : 3 088 soit 21,8 %

★ 2003 : 3 379 soit 21,1 %

★ 2004 : 3 005 soit 19,9 %

★ 2005 : 4 999 soit 28,5 %

\*Rappel : s'agissant des retours communautaires, l'intégralité des versements ne transite pas par le circuit «Etat»..

## Les flux mensuels de trésorerie entre la France et l'Union européenne (année 2005)

(flux comptabilisés sur le compte de dépôt ouvert dans les écritures de l'ACCT au nom de la Commission européenne)

